abolition des armes nucléaires

ISSN 1161-6741

BULLETIN D'INFORMATION

Stop Essais

mai 2006
n° 156 • 1,4€

Cherbourg 2006
Quelques raisons pour "Sortir du nucléaire"

Alors que depuis deux mois les Français étaient dans la rue contre le CPE, la manifestation des 15 et 16 avril "contre la construction du réacteur EPR, oui aux alternatives", fut un grand succès avec presque 30 000 personnes venues à Cherbourg en train ou en bus, de presque tous les départements de France et des pays voisins. Certains sont même venus à pied et en vélo, histoire de rappeler que le nucléaire n'est pas une solution à l'effet de serre et que pour se battre contre le dérèglement climatique il faut en premier lieu agir sur les transports et nos consommations d'énergie en général.

Si ni l'excentricité du lieu, ni son climat pluvieux n'ont refroidi les militants, c'est que les raisons de refuser cette relance du parc électronucléaire étaient nombreuses et fédératrices. Les organisations signataires étaient plusieurs centaines. On a ainsi pu voir dans les cortèges un très large spectre de courants politiques (de la LCR, à Cap 21 et évidemment Les Verts), associatifs (dont ATTAC), et syndical (dont la Confédération paysanne).

Ce rejet des militants a été facilité par les 20 ans de Tchernobyl et par l'absence de solution de ce nouveau réacteur aux problèmes récurrents du nucléaire. En effet, ce réacteur de 3° génération (sa conception date déjà de 15 ans), n'a aucune utilité énergétique puisque la France sera en surproduction pendant encore une quinzaine d'années. Il dégagerait lui aussi des rejets radioactifs dans l'environnement et polluerait, avec ses déchets, nos arrières…arrières petits enfants. Le choix de son implantation à Flamanville n'a été fait que sur des considérations politiques. La région étant déjà très nucléarisée, l'Etat et EDF espèrent que la résistance citoyenne sera moins importante. Au niveau énergétique ce lieu est une aberration puisqu'il va falloir construire un nouveau couloir de lignes Très Haute Tension, avec plus de 400 pylônes, qui en plus d'être très onéreux, pose de gros problèmes pour les agriculteurs concernés et multiplie les pertes (l'électricité ne se transporte pas facilement).

Mais la majorité des militants présents, antinucléaires accomplis de longues dates n'ont pas oublié de rappeler qu'il n'est pas possible de promouvoir les technologies nucléaires civiles tout en condamnant la volonté d'acquérir la bombe atomique, les 2 technologies étant congénitales. Les citoyens sont donc plus clairvoyants que les institutions internationales telles que l'AIEA. S'agit-il de développer un cycle " vertueux " de croissance productiviste et sans morale pour développer l'industrie nucléaire civile au profit des multinationales occidentales ? Dans ces conditions comment prétendre qu'on veut juguler la prolifération des armes nucléaires ? N'est-ce pas encourager certains membres de l'ONU dans leur politique belliciste, tout en favorisant cette fois leur industrie d'armement ?

La catastrophe de Tchernobyl rappelle d'ailleurs qu'il n'est pas nécessaire de faire exploser une bombe nucléaire pour se retrouver avec des dizaines de milliers de morts civils. Les seuls cancers supplémentaires ont entraîné, selon Greenpeace et l'Académie russe des sciences, 93 000 morts. Que penser alors de la vulnérabilité de l'EPR (comme de tous les réacteurs existants) à un attentat du type 11 septembre, comme l'a montré le document classé confidentiel défense détenu par le Réseau Sortir du Nucléaire. La volonté du gouvernement et du chef de l'Etat, de nous faire croire le contraire devrait nous rappeler d'autres mensonges officiels d'il y a 20 ans…

Pour conclure ce week-end, le Réseau Sortir du Nucléaire, organisateur du rassemblement, a présenté l'étude qu'il a commandée auprès d'un groupe d'experts sur la maîtrise de l'énergie. Ce document prouve, chiffres à l'appui, qu'un même investissement dans les énergies renouvelables et les économies d'électricité dans la région permettrait de produire ou d'économiser deux fois plus de courant et de créer 10 840 emplois pérennes soit 15 fois plus qu'avec l'EPR. Si, en plus, on rajoute qu'en sortant du nucléaire, l'ensemble des salariés du secteur aurait encore de nombreuses années de labeurs pour " gérer " les déchets nucléaires et démanteler les centrales, on voit qu'un tel scénario de sortie de crise est ni coûteux ni néfaste en terme d'emploi. Un argument de plus qui ne devrait pas laisser indifférent les syndicats et travailleurs du nucléaire, et qui fera poids lors des états généraux sur l'énergie et les alternatives au nucléaire que le Réseau Sortir du Nucléaire animera à travers toute la France cet automne.

Nicolas Depret

Tchernobyl 20 ans après

Le vingtième anniversaire de l'accident de Tchernobyl a permis aux médias de faire le point sur les conséquences écologiques et sanitaires de la catastrophe. Des enquêtes sérieuses et documentées démontrent à nouveau ce que nous défendons à Stop Essais, à savoir que, tant civil que militaire, le nucléaire est en passe de menacer l'avenir de l'humanité. Echapperons-nous à une guerre nucléaire ? Qui peut le dire tant qu'on garde des arsenaux superflus ? Qui peut le dire puisqu'on ne peut juguler la volonté de " quelques-uns " de faire comme les " grands " ? Echapperons-nous à un deuxième Tchernobyl ? Qui peut le dire quand on installe partout de nouveaux réacteurs ? Qui peut le dire quand les patrons de l'Association mondiale des exploitants de centrales nucléaires s'inquiètent du relâchement dans la culture de sécurité, au nom de la rentabilité économique ?

En matière nucléaire, le principe de précaution est jeté par-dessus bord. Récemment, les " écologistes pour le nucléaire " sonnent le rappel de tous ceux qui, dans le monde scientifique et politique, peuvent redresser l'image de l'industrie nucléaire face à " l'offensive médiatique " antinucléaire ! Selon ces gens, la presse et la télévision auraient monté de toutes pièces " l'affaire Tchernobyl " et il est temps de passer à la contre offensive comme en 1986 où les "vrais" scientifiques affirmaient que le nuage s'était arrêté à nos frontières…

A Stop Essais, comme vient de le redécouvrir la Commission d'enquête de l'Assemblée de Polynésie, ajoutons que ces mensonges avaient été " expérimentés " 20 ans plus tôt lorsque les militaires affirmaient que le nuage de la bombe évitait soigneusement les îles habitées de la Polynésie.

(Voir le site de la CRIIRAD www.criirad.org)

NOUVELLES - NOUVELLES

EN BREF

Salon international des initiatives de paix 2-3-4 juin à Paris

Cité des Sciences et de l'Industrie, métro Porte de la Villette

Pour la 2ème fois durant cette décennie 2001-2010 « pour la promotion de la culture de non violence et de paix au profit des enfants du monde », la Coordination française pour la décennie organise un Salon international permettant l'échange des expériences et des idées, la rencontre de personnes agissant quotidiennement pour la paix en France et dans le monde.

Au programme : 150 exposants, 6 tables rondes internationales, 60 carrefours, des expositions et animations.

Stop Essais attend votre visite au stand commun avec le CDRPC, et votre participation au carrefour sur "l'Inspection citoyenne des armes atomiques" le dimanche 4 juin à 16h30 dont les intervenants sont D. Lalanne (parrain de la Coordination pour la Décennie), X. Renou (Greenpeace-France) et Kat Barton (Quakers- UK).

Entrée : 5€ la journée ou 1€ pour les moins de 18 ans, les lycéens, les étudiants et les demandeurs d'emploi. 10€ forfait 3 jours.

Programme détaillé sur www.salon-initiativesdepaix.org

Consultation nationale "Pour un monde solidaire sans armes nucléaires"

Le Mouvement de la paix et quelques dizaines d'associations lancent une consultation nationale du peuple de France sous forme de "votation" portant sur quatre questions appelant des réponses par oui ou non.

Si vous souhaitez participer à cette campagne et être informé de son déroulement, adressez-vous à :

Mouvement de la Paix
139 Bd Victor Hugo 93400 Saint Ouen
E-mail : national@mvtpaix.org

Les Polynésiens à Paris

Ce mois d'avril 2006 a été marqué par de nombreux rebondissements politiques visant à déstabiliser le gouvernement de l'Union pour la Démocratie (UPLD) dirigé par M. Oscar Temaru.

Deux ministres du gouvernement ont commencé par démissionner pour retrouver leur place de représentant à l'Assemblée de Polynésie et ainsi mettre la majorité UPLD de l'Assemblée en minorité. Ensuite, le 13 avril, lors de l'élection annuelle du président de l'Assemblée, le parti de Gaston Flosse a voté unanimement et sans prévenir, non pour son propre candidat désigné, mais pour un candidat dit " centriste " (Philip Schyle) qui ne représente que deux élus de l'Assemblée. L'objectif était de s'accaparer ces deux " centristes " afin de déposer une motion de censure et faire ainsi tomber le gouvernement. Week-end pascal aidant, M. Oscar Temaru a repris l'offensive en faisant basculer dans son camp trois élus des iles, consolidant ainsi sa majorité et rendant vaine toute motion de censure.

Gaston Flosse et ses partisans avaient pris prétexte des déclarations sur l'indépendance de M. Oscar Temaru pour tenter de le chasser du pouvoir et de reprendre les affaires en main. Mais en Polynésie, on ne trouvera personne qui ignore qu'Oscar Temaru est indépendantiste et quand ce dernier rappelle ses convictions, chaque fois, il les accompagne de " conditions " : à savoir que la Polynésie ne pourrait prendre ses distances avec la France qu'à condition d'avoir assuré son avenir économique, c'est-à-dire pas avant 20 ou 30 ans… C'était donc un prétexte.

Par contre, les " amis parisiens " de Gaston Flosse ont préparé le terrain à la manœuvre en asphyxiant économiquement les projets de développement proposés par le gouvernement d'Oscar Temaru…Fin mars, le ministre Barroin a passé trois jours en Polynésie "les mains dans les poches". Et Gaston Flosse de suggérer qu'il faut avoir des " amis parisiens " pour que l'argent coule à nouveau à flots sur la Polynésie...

Il est probable aussi que les initiatives de la majorité UPLD à l'Assemblée et au Gouvernement visant à faire le bilan de 30 ans d'essais nucléaires indisposent le ministère de la défense qui est actuellement en pleine modernisation de l'arsenal nucléaire de la France. On verrait bien, à Paris, une sourdine sur les conséquences sanitaires des essais et du nucléaire en général. N'est-ce pas un peu " fort de café " que ces Polynésiens viennent même jusqu'à Paris, au Parlement, pour " dévoyer " les 150 députés et les 97 sénateurs socialistes, sans compter quelques dizaines de parlementaires UMP. Les uns déposent une proposition de loi, les autres demandent une commission d'enquête. Bref de quoi empêcher les nucléocrates de vanter les bienfaits du nucléaire sur la santé et sur l'état de la planète !

Infos Stop Essais

Merci de continuer à manifester concrètement votre refus d'être défendu par des armes nucléaires en signant la pétition de Stop Essais. C'est toujours utile de signaler à nos élus que nous sommes opposés pour des raisons éthiques à un armement ignominieux qu'ils prétendent interdire aux autres tout en gardant le leur.

stop.essais@wanadoo.fr
Téléphone & Fax Stop Essais
Tél 01 69 07 78 37
Fax 01 69 07 29 96

Campagne M51

Stop Essais et Greenpeace France, dans le cadre de la coordination Abolition 2000, lancent prochainement une campagne pour l'annulation du programme de missiles M51 des sous-marins nucléaires. Les lecteurs du bulletin seront informés du déroulement de cette campagne et recevront l'argumentaire.

Jeûne et Vigilance à Paris

Les jeûneurs qui ont assuré présence et vigilance - chaque 1er vendredi du mois - poursuivent leur engagement aux abords de l'Îlot St-Germain en mai et juin. La Maison de Vigilance (Taverny) a accepté de prendre la responsabilité de cette action non violente.

A nouveau, vous êtes invités à cette interpellation du personnel de la "Force de Frappe" et de la population le 2 Juin 2006. Voici les horaires : de 8h15 à 9h30 et de 15h45 à 17h15

RV : place J.Bainville (Mo Solférino), s/s l'horloge du Ministère de la Défense. Venez sur place ou jeûnez chez vous ; dans un cas comme dans l'autre, faites-vous connaître à :

marie-claude.thibaud@wanadoo.fr
06 71 60 05 46

Abolition des armes nucléaires - Stop Essais, Bulletin mensuel édité par la Coordination nationale Stop Essais,
membre du Réseau mondial Abolition 2000
Stop Essais - 114 rue de Vaugirard 75006 Paris
Directeur de publication : Bernadette Lucet. CPPAP 0106 G 72961. Imprimé par nos soins. Dépôt légal à parution.
Abonnement 15 €, Petits budgets 8 € , Soutien à partir de 20 €. Chèques à l'ordre de Stop Essais